

La Lettre des Écologistes

Octobre
2001
n°53

18 Ruelle
aux Voeux
70150 - PIN
03.81.58.09.12

MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT

ROUTAGE 206

Président fondateur Antoine Waechter

www.mei-fr.org

Toulouse : un accident prévisible

Voici une dizaine d'années, mes collègues toulousains m'avaient invité à découvrir l'usine AZF pour demander son déplacement loin de l'agglomération. Une série d'accidents avaient, en effet, révélé le risque d'une telle installation dans la ville. La demande formulée n'a pas été suivie d'effet. L'explosion d'aujourd'hui démontre malheureusement la pertinence de ces inquiétudes.

Les autorités chargées des risques majeurs industriels confondent en permanence la notion de risque et celle de probabilité d'occurrence. Le risque est égal à la probabilité que l'accident se produise, multiplié par l'importance des dégâts potentiels. Une probabilité faible associée à la potentialité de dégâts importants signifie un risque important. Cette remarque s'applique notamment aux centrales nucléaires et aux unités chimiques les plus dangereuses du réseau Seveso.

Le cas de Toulouse est loin d'être unique en France. Le laxisme des années 60 et 70 a permis au tissu urbain de s'approcher des sites à risques. C'est le cas, par exemple, de l'usine ICMD à Mulhouse, entourée de logements sociaux, dont il a fallu confiner les habitants lors d'un incendie en 1989.

La société Sandoz, après l'incendie qui pollua le Rhin, délocalisa les productions dangereuses. C'est l'exemple à suivre. Les unités du type de celle d'AZF à Toulouse doivent être éloignées des zones d'habitations, de commerces et d'activités. Si le principe de précaution avait été rigoureusement appliqué ...

Les attentats du 11 septembre ont démontré l'urgence d'un plan de sécurisation du territoire, dont l'un des moyens est précisément l'éloignement des unités à risques de toutes les agglomérations.

Antoine WAECHTER
Président du M.E.I.
Candidat aux élections présidentielles de 2002

Nature et sécurité

Alors que la chasse n'a repris que depuis quelques semaines, les accidents et le climat d'insécurité dans la nature sont de retour, malgré la propagande des chasseurs qui veulent faire croire que le danger est écarté. Loin s'en faut !

Déjà 6 morts, et de nombreux accidents et incidents depuis l'ouverture de la chasse. Dimanche 7 octobre après-midi à Saussan dans l'Hérault, on est passé à côté d'un véritable drame. Deux chasseurs ont tiré à moins de 5 mètres d'un poney club où jouaient une quinzaine de jeunes. Les poneys se sont emballés, des personnes ont reçu des plombs sur la tête, et quatre

enfants ont été blessés.

La chasse est dangereuse par nature. Depuis 4 ans, 879 accidents ont été dénombrés (source ONCFS) et les victimes ne sont pas que des chasseurs. Non seulement elle est dangereuse pour ceux qui la pratiquent, mais elle l'est aussi pour tous ceux qui fréquentent la nature au même moment.

Il n'est pas normal qu'un loisir aussi dangereux qui concerne moins de 2 % de la population, mette en danger les millions d'usagers pacifiques de la nature (promeneurs, cavaliers, cueilleurs de champignons, V.T.Tistes) et monopolise de ce fait les espaces naturels. Des centaines de milliers de personnes

n'osent plus se promener le dimanche craignant les balles perdues, les menaces, ou les invectives de chasseurs forts de leur arme.

La seule solution efficace consiste à interdire la chasse le dimanche après midi (jour du plus grand nombre d'accidents), pour rendre la nature à tous ses amoureux.

C'est ce que demandent les 100 associations du collectif pour le partage des espaces naturels dont la pétition a déjà été signée par 150 000 personnes.

Gérard Charollois
05 53 54 70 46
Contact presse :
Olivier Rousseau
04 75 25 10 00

POUR L'ARRÊT DE LA PRODUCTION DE PLUTONIUM À LA HAGUE

Il y a 78 tonnes de plutonium en stock à la Hague. 30 microgrammes ingérés entraînent un cancer et des mutations génétiques. D'ici juin 2002, on en aura produit 16 tonnes de plus, de quoi contaminer 500 milliards d'êtres vivants de plus, pendant 24.000 ans !

L'article 6 de la loi européenne du 13 mai 96 sur "la protection sanitaire contre les dangers des rayonnements ionisants" a été transposée par décrets en loi française en 2000.

Son application permettrait d'arrêter la production de plutonium, qui, en fait, devient un déchet encombrant.

Qui va le faire en période électorale ? Allons-nous continuer à laisser faire encore longtemps cette industrie criminelle ?

Devant l'inertie générale, je demande qu'une décision gouvernementale soit prise interdisant sans délai la production de plutonium à l'usine Cogema de la Hague en attendant d'une solution pour la destruction du plutonium existant.

Jean Pierre Morichaud
Pétition à envoyer avec le maximum de signatures à :
M. le Premier Ministre
Hôtel Matignon 57 rue de Varennes 75700 Paris

Maurienne, Chamonix, St-Gothard... même combat

Le Mouvement Ecologiste Indépendant apporte son soutien plein et entier aux chamoniards, qui refusent dans leur immense majorité la réouverture du tunnel du Mont-Blanc aux poids lourds. Notre décision mûrement réfléchie repose sur l'évaluation de trois critères : respect de la Nature, amélioration de l'environnement pour tous, politique des transports compatible avec un développement durable.

Le caractère unique du site naturel du Mont-Blanc justifie à l'évidence qu'on renonce à lui infliger de nouveau la pollution considérable issue des transporteurs routiers. D'un autre côté, on a beaucoup parlé d'un nécessaire "partage des nuisances" environnementales, entre les habitants des deux vallées de Chamonix et de la Maurienne. S'il est incontestable que la fermeture du tunnel du Mont-Blanc a entraîné un simple report de la pollution atmosphérique dans le secteur du tunnel du Fréjus, il y a un grand cynisme à suggérer qu'il n'y aurait rien d'autre à faire que de partager équitablement entre savoyards les atteintes à la santé ! On s'exonère ainsi de la recherche de solutions alternatives, qui exigent un plus grand courage politique ...

Le Mouvement Ecologiste Indépendant dénonce les "responsables" qui ont tenté de monter les habitants de la Maurienne contre ceux de la vallée de l'Arve. Ce sont les mêmes qui font de grands discours hypocrites en faveur du ferroutage, qu'il serait plus que temps de lancer sérieusement ! On sait que le fret ferroviaire a encore baissé de 8% depuis un an, et que la mirifique liaison Lyon-Turin via un tunnel sous le Mont-Cenis (dont le financement n'est toujours

pas assuré) ne verra le jour qu'en 2015, ou 2012 au mieux. Cependant cette liaison ne suffira pas à absorber le doublement du trafic routier transalpin de marchandises, prévu à cette date !

Ainsi, en dépit des promesses, le trafic sous le Mont-Blanc comme sous le Fréjus est voué à augmenter, si l'on ne modifie pas radicalement la politique (et la fiscalité) des transports.

Or la gauche comme la droite ont failli, en renonçant ou en s'opposant à l'augmentation du coût artificiellement bas du transport routier. Abandon du rattrapage de la moyenne européenne pour les taxes sur le gazole, insuffisance des péages autoroutiers, taxe à l'essieu ridiculisée, non-application de la législation sociale : rien n'a été fait !

En conséquence, le Mouvement Ecologiste Indépendant :

- soutient les chamoniards dans leur lutte et les encourage à rejeter toute culpabilisation,
- appelle les habitants de la Maurienne à entreprendre les mêmes démarches que les chamoniards.

Quant à MM. Jospin, Gaysot et Cochet, ils s'honoreraient en soutenant résolument le Livre Blanc de la Commission Européenne sur les Transports, qui préconise une série de mesures visant à faire enfin payer aux transporteurs routiers le juste prix pour l'utilisation des biens collectifs. La Suisse avait déjà montré l'exemple. Pour l'instant, le silence du Gouvernement français a été assourdissant.

Michel Laval, Vice-Président national à l'Environnement et Jean-Marie Mora, Animateur pour la Savoie et la Haute-Savoie.

Compte-rendu de l'Assemblée Générale 13 et 14 octobre à Paris

Le premier temps de travail de l'assemblée a été consacré aux rapports : le rapport sur l'application des orientations antérieures présenté par le Président, A. Waechter ; le rapport sur la gestion de l'organisation présenté par les deux secrétaires nationaux successifs, J.R. Lassalle puis D. Bauduin ; la présentation des comptes par la trésorière, G. Naudier.

Voici quelques extraits du rapport d'A. Waechter :
« Cela fait sept années que nous avons créé le Mouvement Écologiste Indépendant à Châtel Guyon : sept ans, cela peut paraître long, mais ce n'est que le

temps d'un cycle électoral, qui s'achèvera au printemps prochain avec l'élection présidentielle...

Les dettes ont été remboursées... nous pouvons théoriser pour les prochaines échéances. La comptabilité et l'administration du Mouvement ont été ordonnées... La Lettre connaît à nouveau une parution régulière. Les Journées d'été ont retrouvé l'ambiance sereine qui sied à la réflexion. Les instances se réunissent régulièrement. De nouvelles énergies ont été introduites au bureau national. Il est possible de construire aujourd'hui sur des bases neuves...

Notre principal handicap réside dans la faible disponibilité

de nos cadres (...)

La disparition du MEI signifierait la disparition de l'écologiste en France au bénéfice d'un environnementalisme de parti, à Gauche, et de carrière, à Droite... l'écologie indépendante est une espèce menacée...

Notre influence est modeste et peu visible, mais dans l'univers politique notre existence influence le comportement des autres. Nous ne sommes aujourd'hui qu'une toute petite planète politique, mais, dans la mécanique céleste tout objet contribue à déterminer la trajectoire des autres planètes...

... Notre capacité à surmonter les crises a démontré une richesse en ressources humaines que les autres structures n'ont pas. C'est notre atout et en même temps une partie de la réponse à la lassitude (compréhensible) de quelques-uns. »

Tous ces rapports ont été votés à la quasi unanimité.

L'Assemblée Générale a ensuite élu le Président du MEI pour les deux prochaines années. Trois candidats se sont présentés aux suffrages : P. Miran, A. Waechter et J. Gonzalez.

La présentation de ces candidats s'est faite en référence à un point central de la motion d'orientation :

- P. Miran défendait une position de « bascule » en voix, consistant à se camper à équidistance de la gauche et de la droite dans une position de « faiseurs de rois » ;
- A. Waechter et J. Gonzalez dé-

fendaient la position d'indépendance inscrite dans la Charte Fondatrice du MEI : refus des désistements de second tour et des consignes de vote, J. Gonzalez se voulant un « aiguillon » pour appuyer cette position d'indépendance face à P. Miran. A. Waechter a été réélu Président du M.E.I. au premier tour.

La motion d'orientation était présentée sous forme d'un texte unique, présentant parfois des paragraphes alternatifs, l'ensemble étant à voter article par article.

Cette motion rappelle que l'objectif du MEI est de proposer un projet politique global, conforme aux valeurs de l'écologie ; le choix de l'indépendance politique a été conçu en fonction de cette radicalité.

Elle définit le MEI comme un laboratoire de recherche-action, une école de citoyenneté et une formation à vocation électorale.

Le mouvement s'est donné un certain nombre d'objectifs précis pour mieux répondre à ces fonctions.

Elle a situé l'importance des prochaines échéances électORALES :

- l'élection présidentielle (2002) est un moyen privilégié de sensibiliser et de mobiliser l'opinion, de placer notre projet et notre organisation dans un rapport de force positif, de structurer le pôle écologiste et de faciliter le développement territorial du MEI ;
- les élections législatives (2002) permettent d'intégrer le Mouvement dans le paysage

SOUTENEZ FINANCIÈREMENT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

en envoyant vos dons
(formulaire en dernière page)

politique, d'assurer la pérennité de ses moyens financiers, de faire pression sur ceux qui seront élus afin qu'ils intègrent nos demandes ;
- les élections régionales (2004) placeront des écologistes indépendants dans les assemblées régionales, sous réserve d'avoir réalisé les deux étapes précédentes.

Enfin, le MEI annonce son intention d'être présents dans toutes les régions pour les élections régionales de 2004. La préparation de ces élections s'effectuera pendant l'année 2002.

Il a enfin été procédé à l'élection des quinze adhérent(e)s au Conseil National, élu(e)s directement par l'AG.

Ont été élu(e)s :
PULPITO Rossano ; DECOLOGNE Annick ; GRASS Serge ; BAUDUIN Dominique ; HUBERDEAU Auguste ; MARQUET Monique ; LAVAL Michel ; REY Marc-Hervé ; GINESTE Michel ; BERTRAND Alain ; VIOT Patrick ; HVIDSTEN Axel ; FAIVET Marc ; BABOUT ; LIEBSKIND Gérard.

A la suite de l'Assemblée Générale, un Conseil National a procédé à l'élection du nouveau Bureau National.

Président (nommé en AG) :

A. WAECHTER

1ère Vice-présidente à la communication : MARQUET Monique

Vice-président à l'environnement : LAVAL Michel

Vice-président social-économie : GRASS Serge

Vice-présidente à l'international : DECOLOGNE Annick

Vice-président « société » : MORAJA Jean-Marie

Secrétaire National : BAUDUIN Dominique

Trésorerie : NAUDIER Gisèle

Fichier et structures locales :

GINESTE Michel

Elections : GONZALEZ Julien

Publications : BERTRAND Alain

Actions : VIOT Patrick

Chargées de mission auprès du secrétariat : DECOLOGNE Annick (suivi des documents électORAUX pour les élections législatives) ; JACQUIAU Florence.

Le Secrétaire National

Dominique BAUDUIN

LE SECRETARIAT A BESOIN DE VOUS

Le secrétariat se trouve face à des tâches prenantes en temps en cette période où le MEI se développe et où il faut faire face à deux campagnes électorales nationales. La solution consiste à adjoindre des chargés de mission auprès des Secrétaires Nationaux adjoints.

Je suis loin de connaître toutes les réserves de compétences que recèle le mouvement, aussi j'invite tous ceux qui accepteraient d'aider l'équipe du secrétariat dans un domaine où ils se sentent compétents, à faire acte de candidature auprès de moi.

Nous cherchons en particulier des personnes pour le fonctionnement administratif, la trésorerie, la communication interne et les publications, la formation, les actions...

Je ne pourrai sans doute pas retenir toutes les candidatures ; de plus, chaque chargé de mission doit être « validé » par le Conseil National. J'espère néanmoins que chacun aura à cœur d'aider le MEI.

Dominique Bauduin, secrétaire national

Du capitalisme patrimonial au spéculatif...

Dans le capitalisme patrimonial, l'entreprise est un patrimoine familial transmis de génération en génération. L'entreprise et son chef ont une forte implantation locale. Les relations entre le patron et ses personnels sont directes, ce qui n'exclut pas conflits et différences sociales. Si le patron fait des erreurs de gestion, il met en cause la pérennité de son entreprise/patrimoine, ce que les artisans, petits commerçants et patrons de P.M.E. connaissent bien.

Dans le nouveau capitalisme, l'entreprise appartient à des actionnaires spéculateurs qui pour beaucoup ignorent même où elle se trouve. Dans ce contexte les propriétaires ne connaissent pas les personnels et les salariés ignorent qui sont les propriétaires de leur entreprise. Les spéculateurs, pompeusement qualifiés « investisseurs » contestent le rôle de l'Etat sauf pour boucher les trous financiers comme on le voit aux Etats-Unis, en Suisse... En France les contribuables seront bientôt invités à combler les pertes abyssales d'Orange anciennement France Télécom !!!

La gestion est confiée à des technocrates qui ne voient dans une entreprise qu'un moment de leur carrière et la pos-

sibilité de valoriser au mieux et le plus vite possible leurs stock-options avec une gestion à court terme. Le devenir de l'entreprise et des personnels ne les concerne pas, après eux le déluge. Si d'adventure l'entreprise dépose le bilan, ils bénéficieront de substantielles indemnités de licenciement et iront nuire ailleurs !!!

Cette approche est très clairement explicitée par cette déclaration d'un représentant de la holding néerlandaise d'Antoine Sellière au conseil de surveillance d'AOM air liberté :
"Nous sommes entrés dans cette affaire (AOM) pour faire un investissement financier, pas comme entrepreneur !" Autrement dit ce nouveau capitalisme est un capitalisme parasite confié à une technocratie irresponsable qui a fait la grandeur... et la décadence de l'union soviétique.

Ces technocrates, qu'ils soient à la tête de grandes entreprises ou de services administratifs, sont tous issus des mêmes écoles, sont solidaires et interchangeable dans notre société organisée par eux et pour eux.

C'est dans cette logique organisationnelle qu'il faut comprendre le développement de la maladie de la vache folle : des multinationales de l'agro-alimentaire qui contrôlent tout de la fourche à la fourchette. Producteurs des engrais et

des pesticides, ils sont aussi les acheteurs exclusifs des productions des agriculteurs dont ils connaissent avec grande précision les prix de revient. Lorsque des subventions sont données aux agriculteurs elles tombent directement dans les poches de ces multinationales qui exigent aussitôt des diminutions corrélatives des prix, qu'ils ne repercutent pas aux consommateurs qui, en tant que contribuables, ont subventionnés producteurs. De combien ont diminué les produits alimentaires après la mise en place de la politique agricole commune de 92 qui a subventionné directement les paysans pour amener le prix des céréales au niveau du marché mondial ??? Le résultats : entre 1980 et 1999 la valeur ajoutée de l'agriculture est passée de 113 milliards à 200 milliards, celle de l'agro-industrie de 78 à 212 !!! Une spécialisation mondiale des productions rend ces super-sociétés incontournables comme intermédiaires : 75% des protéines végétales consommées en Europe sont importées.

L'agro-industrie est une industrie lourde. Comme toute industrie elle a besoin de matière première à bas prix, la qualité lui importe peu, la transformation permettant de changer ces protéines en aliments normalisés, ni franchement bons, ni franchement mauvais pour ne déplaire à personne. Pour produire cette matière première à bon marché tous les

artifices sont bons. (voir le N° 47-48 de la lettre des écologistes).

Pour vendre massivement ces produits standardisés, l'industrie a besoin d'un système de distribution adapté : c'est la grande distribution qui utilise l'alimentation comme produit d'appel pour amener le consommateur devant ses autres rayons.

Cette distribution concentrationnaire a des délais de commercialisation longs. Pour satisfaire à cette contrainte, les délais de consommation des aliments ont été fortement allongés ce qui a conduit aux « épidémies » de listérioses par les rillettes. C'est probablement pour les mêmes raisons que les technocrates de la Commission européenne veulent interdire les fromages au lait cru !!!

Les contrôles, en général très rigoureux chez les petits, cachent un laxisme coupable vis à vis des puissants. Chacun se souvient de cette information publiée par le Canard enchaîné il y a quelques années, où une chaîne de distribution avait été informée par fax d'un contrôle imminent.

La puissance économique des grandes sociétés et les bonnes relations qu'entretiennent entre eux les technocrates, confortent ce précepte déjà constaté par Jean de la Fontaine : selon que vous serez riches ou puissants ...

Serge Grass

Ces gens-là sont dangereux !

Que la déclaration solennelle de Guerre-Sainte de 1996, puis la fatwah annoncée en 1998 contre Israël, les USA et leurs alliés, avec pour principal motif la prolongation de l'occupation, par des non-musulmans, des trois principaux lieux-saints islamiques :

- La Mecque (ou Makka en Arabie Saoudite, ville-sainte de l'Islam, lieu de pèlerinage)
- Médine (ou Hedjaz en Arabie Saoudite, ville-sainte de l'Islam dont la Grande Mosquée abrite les tombeaux du Prophète, de sa fille préférée et des deux premiers califes)
- Jérusalem (capitale historique de la Palestine, ville-sainte des Juifs, des Chrétiens et de l'Islam) ait pu rester aussi largement ignorées de l'opinion publique occidentale jusqu'au 11 septembre 2001, suffit à illustrer le mépris dans lequel les dirigeants Occidentaux actuels tiennent les préoccupations religieuses du monde Musulman.

La parodie guerrière de mâtarmores "traîneurs-de-sabre" qui prétendent gravement décider de l'avenir de l'humanité ne me satisfait pas du tout, du tout... D'autant moins qu'ils se préparent avec chevalerie à confier le sale boulot à d'autres...

Ces gens-là ont décidément le "goût du sacrifice" ... des autres !

Pourquoi donc l'héroïque Président Bush n'a-t-il pas le courage de proposer de rencontrer personnellement Osama Ben Laden, avant d'envoyer ses "boys" au casse-pipe ?

Ces gens-là sont dangereux !...

Bernard Tailliez

La véritable solution du problème du "terrorisme islamique" réside maintenant dans une réflexion individuelle - que d'innombrables citoyens occidentaux ont encore la chance d'être libres d'engager -, sur les causes véritables de ce déchaînement de violence.

Eteignons-nos télévisions, et trouvons en nous, citoyens raisonnables du monde, en utilisant tous les moyens individuels de communication qui restent - pour combien de temps ? - à notre portée, (Internet en premier lieu bien sûr), des réponses satisfaisantes aux quatre questions ci-dessous, puis les moyens de subversion de nature à contre-carrer les propositions guerrières insensées de "dirigeants" décidément indignes de notre confiance.

1- Pourquoi tant de Musulmans sont-ils si en colère contre l'Occident et Israël ?

2- Comment ont-ils pu être accusés à la conviction que la seule forme de protestation leur restant ouverte fût une agression d'une violence aussi inimaginable pour l'Occident ?

3- Pourquoi ont-ils le sentiment d'être trahis, rançonnés et abusés par les systèmes - militaire et capitaliste - du monde occidental ?

4- Pourquoi ne font-ils plus confiance aux tables de négociations des USA et de l'Europe, qu'ils prennent au contraire pour cibles ?





Biographie d'Antoine Waechter

Né le 11 février 1949 à Mulhouse, je me suis très rapidement orienté vers des études de biologie et des actions de protection de la nature.

En 1965, je fonde la section mulhousienne des Jeunes Amis des Animaux. Dès 1967, mes premiers combats sont en faveur de la préservation de la faune et des zones naturelles : réintroduction des castors en Alsace, ba-

taille pour la Vanoise en 1970, remise en question de plusieurs chantiers routiers ou industriels, fondation du premier conservatoire des sites régionaux en 1976... Je deviens Président départemental puis Secrétaire général de la fédération Alsace de l'Association Régionale pour la Protection de la Nature.

En 1973, je participe activement à l'émergence de l'écologie politique

avec la création du mouvement Ecologie et Survie et la campagne de René Dumont en 1974.

Elu Président du Mouvement Ecologique, je me présente aux élections municipales à Mulhouse dès 1977, avec un résultat de 13,7%. Puis, en 1981, le Mouvement Ecologique prend pour nouvelle dénomination "Verts - Parti Ecologiste" pour finalement devenir le parti des "Verts" en 1984.

Vice-président du Comité économique et social d'Alsace en 1980, du Conseil régional d'Alsace de 1986 à 1998 et Conseiller municipal de Mulhouse, je suis candidat à l'élection présidentielle de 1988. Député européen de 1989 à 1991, j'ai présidé la Commission de développement régional et d'aménagement du territoire.

Docteur en psychophysiologie-écologie, ingénieur écologue de profession, je dirige un bureau d'études en aménagement-environnement.

En 1994, je fonde le Mouvement Ecologiste Indépendant dont le but est de poursuivre la promotion d'une écologie politique responsable, réelle alter-

Pour vos aider dans vos recherches de parrainages
COMMANDEZ LA BIOGRAPHIE d'Antoine Waechter (A4 couleur) en utilisant le bon de dernière page.

native à la Droite et la Gauche.

Ma candidature à l'élection présidentielle en 2002 doit permettre d'affirmer l'existence d'une écologie authentique et indépendante, soucieuse d'apporter de vraies réponses aux défis viraux du XXIème siècle.

gauche plurielle s'il n'y a pas un engagement précis sur la sortie progressive du nucléaire, comme l'on fait nos voisins belge et allemand sur une période de 20 à 25 ans", a-t-il dit. (NDLR : on le note !)

A Lyon, la manifestation a rassemblé 3 000 participants. Sous une pluie battante, le cortège est parti de la place Bellecour pour se diriger vers la Part-Dieu, devant le siège régional d'EDF.

A Colmar, dans le Haut-Rhin, la manifestation a rassemblé 1.600 personnes venues pour l'essentiel d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté à l'appel d'organisations écologistes mais aussi d'extrême gauche. Les manifestants se sont réunis sur la place d'armes, proche du centre-ville, où trônait pour l'occasion une centrale nucléaire gonflable. Chaque manifestant avait été invité à apporter une boîte de conserve vide recouverte du pictogramme symbole de danger nucléaire, pour former une "pyramide" de pseudo-déchets.

Antoine Waechter, président du MEI et candidat à l'élection présidentielle, participait à la manifestation à Colmar : "C'est un enjeu dans un contexte qui a beaucoup évolué puisque la France est le dernier pays européen à envisager encore de poursuivre son programme électro-nucléaire", a-t-il déclaré.

(Reuters)

Manifestations du 20 octobre pour "sortir du nucléaire"

Plusieurs milliers de personnes ont participé en France à une journée de mobilisation nationale pour "sortir du nucléaire". Cinq rassemblements ont eu lieu simultanément à Colmar, Lille, Lyon, Nantes et Toulouse.

Près de 4.000 militants anti-nucléaires ont défilé dans les rues de Toulouse,

ville récemment meurtrie par la catastrophe de l'usine chimique AZF. En tête de cortège, les anti-nucléaires brandissaient une immense banderole jaune proclamant : "Sortons de l'âge du nucléaire". Un slogan qui sert aussi d'appellation pour l'une des associations qui organisait cette manifestation aux côtés d'autres collectifs tels que "Les amis de la Terre", "TchernoBlaye" ou bien l'association tou-

lousaine "Plus jamais ça", fondée au lendemain de l'explosion d'AZF.

En hommage aux sinistrés de cette explosion qui avait fait 30 morts et plus de 2.000 blessés le 21 septembre, plusieurs dizaines de militants défilaient en tête du cortège en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : "Tchernobyl : impossible. AZF : impossible. Golfech : impossible ??".

La reproduction d'une lettre ouverte en forme de "J'accuse" symboliquement signée Emile Lambda a été distribuée aux passants. Adressée au président de Total Fina Elf, Thierry Desmarest, cette missive réclame "l'arrêt immédiat de fonctionnement des usines-poubelles qui menacent les populations sous prétexte de meilleurs profits financiers".

A Lille, un millier de personnes ont défilé. Flanqués de combinaisons blanches anti-radioactivité, des militants de Greenpeace ont déployé une banderole : "Les nuages sont sans frontières". Noël Mamère a mis le Parti socialiste en garde sur la nécessité d'un accord sur la sortie du nucléaire en vue des législatives de 2002. "Il n'y aura pas d'accord possible avec nos partenaires de la

Quelle connerie, la guerre !

Pendant que les hommes perdurent à jouer aux «bons» contre les «mauvais» au nom de leurs dieux insatiables, d'autres détruisent la nature pour leurs profits ou par jeu. Tuer les impies d'en face, massacrer la grive, dévaster l'espace pour faire de l'argent participent du même instinct de férocité.

Dans tout corps social les sanguinaires furieux ne sont jamais qu'une infime minorité. Les intégristes religieux (qui ne sont pas que musulmans), les militaristes, les racistes, les chasseurs ne seraient jamais qu'une frange marginale et pathologique de la population si face à eux des citoyens disaient non à leurs mensonges.

Le philosophe grec de l'antiquité, Solon, proposait qu'à l'issue d'une guerre, les vainqueurs s'abstiennent toujours de juger les vaincus mais seulement ceux qui refusèrent de prendre parti. Pour tout conflit vous aurez 5% de «résistants», 5% de «collaborateurs» et 90% de planqués, d'adeptes du «juste milieu», de modérés qui cachent dans leurs caves des drapeaux de toutes couleurs prêts à suivre le cortège des plus forts.

J'ai, en connaissance de cause, accepté de parler dans un débat télévisé sur la chasse organisée par F R 3 AQUITAINE, le

25 octobre, enregistré dans une palombière, au milieu d'agents de la fédération des chasseurs, débat truqué devant tourner à la conférence de presse d'un leader du parti d'extrême-chasse.

Le journaliste animateur consentit 75% du temps de parole au président de fédération de chasseurs, les cinq autres intervenants se partageant le reste du temps. Il est vrai que pour un observateur attentif la portée d'une argumentation ne se mesure pas à l'occupation du micro et il est pitoyable d'entendre les gestionnaires des cotisations des chasseurs affirmer qu'ils veulent protéger les milieux, tout en refusant NATURA 2000, qu'il faut étudier les évolutions de populations d'oiseaux en régression, tout en rejetant la moindre idée de réduction du temps d'ouverture de la chasse, et illustrer un loisir de mort en montrant de pauvres bougres en train de boire et manger, comme si seuls les chasseurs s'alimentaient. But de la manœuvre des propagandistes de la chasse : vous êtes en présence d'un «art de vivre» ... alors qu'il s'agit d'un art de tuer. Le journaliste animateur ne crut pas devoir permettre au seul et unique représentant des amis de la nature que j'étais de réfuter cette langue de plomb, journaliste, sans doute par ailleurs démocrate et cultivé, nullement embarrassé par l'attitude révélatrice du chef des chasseurs qui refusa de me saluer avant l'émission. Tant mieux, ce n'est pas demain la veille que j'apprendrai à saluer quelqu'un en levant le bras droit ou en faisant la génuflexion.

Je sais à ce jour que le seul

danger de tout fascisme ne réside pas dans la violence, le mépris d'autrui, des fanatiques, mais dans la lâcheté et la démission des autres.

Contre tous les faiseurs de guerre, contre tous les C P N T de la planète, disons notre nausée de leurs dieux, de leurs fusils, de leur brutalité primaire, de leur mépris de la vie, la seule valeur supérieure.

Gérard CHAROLLOIS

(par arrêt du 16 octobre 2001 la Cour de cassation, rejetant le pourvoi des chasseurs de tradition, confirme la dissolution des COMITÉS TOURTERELLES DU MEDOC et UNION DES CHASSEURS TRADITIONNELLES. L'ASPAS et la SNPN remportent une nouvelle victoire juridique)

A.Z.F.

Le ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant a estimé lundi matin sur Europe 1 que "la probabilité pour les enquêteurs c'est l'origine accidentelle".

Cette étonnante déclaration est évidemment tout à fait incompatible avec les principes mêmes d'une enquête policière bien conduite, au départ de laquelle on a plutôt l'habitude d'entendre dire "aucune piste n'est exclue pour l'instant"...

Si vous avez vu, comme moi, les images TV du Pdg de TFE en train de maculer ses beaux souliers cirés en arpentant le

cratère boueux du site AZF de Toulouse, vous l'avez compris moi entendu parler de "détonateur" ?

De plus TOUS des experts-chimistes consultés par les médias (y compris le Professeur Robert ROSSET, expert nommé à la demande de l'ABE par le TGI du Havre pour rechercher dans la cargaison du pétrolier "Mélodie" l'ammonium quaternaire "chlorure de benzalkonium" découvert par AnAlytikA dans les déchets "Enika") déclarent ne pas savoir faire exploser le nitrate d'ammonium sans détonateur...

Combien de temps encore nos "hauts"-fonctionnaires croient-ils pouvoir mener en bateau la presse et la population ?

Et la transparence ?...

Bernard Tailliez

Seveso 2

Le droit du citoyen français à l'accès à l'information sur les établissements SEVESO continue d'être honteusement bafoué, par complaisance et/ou incurie de la majorité des DRIRE.

Ce que le Ministère de l'Environnement présente comme un "recensement" des sites classés (prétendument téléchargeable au format PDF) est en fait une parodie de 2 pages, juste bonne à satisfaire la curiosité des rares analphabètes français. <http://www.environnement.gouv.fr/actua/cominfos/dosdir/DIR>

SOMMAIRE n°53 - octobre 2001

Toulouse : un accident prévisible	(p.1)
Maurienne, Chamonix, St Gothard, même combat	(p.1)
Pour l'arrêt de la production de plutonium à la Hague	(p.1)
Nature et sécurité	(p.1)
Compte-rendu de l'AG des 13-14 octobre à Paris	(p.2)
Du capitalisme patrimonial au spéculatif	(p.2)
Ces gens-là sont dangereux	(p.2)
Biographie d'Antoine Waechter	(p.3)
Manifestations du 20 octobre "pour sortir du nucléaire"	(p.3)
Brèves	(p.3 et 4)
Les nouvelles des régions	(p.4)

PPR/seveso.htm
Quant au "site d'aide à l'inventaire des établissements visés par la directive dite SEVESO 2", il n'est PAS accessible au public au contraire de ce qu'exige la Directive européenne SEVESO 2 : <http://www.seveso.ema.fr/scripts/Seveso2/Seveso2.dll/Login> «L'accès à ce service est sécurisé. Si vous devez effectuer le recensement et que vous ne possédez pas, à ce jour, de code d'accès valide pour l'année en cours, veuillez prendre contact avec la DRIRE de votre région». Depuis le 3 février 1999, la France n'applique toujours pas la Directive SEVESO 2 !!! A quoi servent les DRIRE ? Qui servent-elles ?

Bernard Tailliez

Variole

Ce matin, Bernard KOUCHNER était sur France Inter invité à s'exprimer sur les risques bio-terroristes. Trois auditeurs l'ont sollicité pour qu'il fasse engager d'urgence une campagne de vaccination contre la variole. A la troisième intervention il a déclaré qu'une telle campagne n'était pas sans risque : elle induirait au moins 350 morts, soit beaucoup plus qu'une éventuelle épidémie terroriste !!! Sans commentaire.

Serge GRASS

Les nouvelles des régions

Nord / Pas-de-Calais

Le Nord-Pas-de-Calais possède avec GRAVELINES la plus grosse centrale nucléaire française : 6 réacteurs vieillissants.

- Dans un rayon de 200 km autour de la Région se concentrent les centrales nucléaires de PALLUEL et PENLY (Côte Normande), CHOOZ (Ardennes), CATTENOM (Lorraine), DUNGENESS (Côte du Kent face au Touquet).

- Le Nord / Pas-de-Calais est défiguré par un réseau de ligne à HT et THT (Haute Tension et Très Haute tension). Ce réseau est surdimensionné pour évacuer l'énergie excédentaire vers d'autres régions, ou vers le Royaume Uni.

Même en fonctionnement normal, les réacteurs nucléaires rejettent de la radioactivité dans l'air et dans l'eau. La centrale de Gravelines, et les 3 autres situées au bord de la Manche, sont à la merci d'attaques terroristes, effectuées à partir de bateaux. Les autorités ont-elles organisé une protection ? Qu'arriverait-il si une roquette était tirée contre un réacteur nucléaire ? Quelles seraient les conséquences ?

IL EST TEMPS D'AGIR POUR SORTIR DU NUCLEAIRE.

VOICI UN PLAN D'ACTION DU M.E.I. POUR FERMER GRAVELINES :

- Programme d'économie d'énergie - généralisation des normes HQE (Haute Qualité Environnementale) dans les nouvelles constructions et les réhabilitations.

- Installation de centres de

production d'électricité autonomes et décentralisés : éoliennes, centrales au gaz, cogénérations, suppression du chauffage électrique et parallèlement installation de chaufferies au bois, micro hydroélectricité, valorisation de la biomasse, production de biogaz ...

- Remplacement du réseau de transport électrique «en étoile» adapté à l'existence de Gravelines par un «réseau réticulé» adapté aux moyens de production d'électricité décentralisée.

REJOIGNEZ NOUS !

- Afin de faire obstacle au nucléaire.

- Pour défendre les énergies renouvelables et par ailleurs créatrices d'emplois

Béthune

Henri BAILLEUL, Conseiller Régional, et Michel HECQUET Adjoint au Maire de Verquin (commune limitrophe de Béthune) ont rencontré les 3 représentants des 3 journaux locaux.

Ce fut l'occasion pour Henri BAILLEUL de présenter les dossiers du Béthunois qu'il défend au Conseil Régional.

- Mise à 2 X 2 voies de la RN41 plutôt qu'une nouvelle autoroute Lille - Béthune (A24).

- Pose d'une 2ème voie ferrée entre Béthune et Don afin d'améliorer la desserte ferroviaire Lille - Béthune.

- Réouverture de la ligne de train Bully - Bruay.

- Requalification de la gare de Noeux les Mines.

- Mise aux normes HQE (Haute Qualité Environnementale) des lycées du Béthunois.

Michel HECQUET, quant à lui, présenta le projet de corridor biologique destiné à relier 2 zones humides, les projets de mise en valeur des «voies», (allées piétonnes) qui sillonnent Verquin, la mise en valeur par une gestion écologique du terroir (d'ailleurs classé en ZNIEFF)...

La candidature de Michel HECQUET sur la circonscription de Béthune pour les législatives 2002 a été annoncée.

Henri BAILLEUL



SALONS BIO
auxquels nous serons présents

La Rochelle (17)
9-11 nov.
Montpellier (34)
23-25 nov.
Lille (59)
30 nov. - 2 déc.
Paris
(Vivez Nature)
6-10 déc.

Recherchons volontaires pour tenir ces stands.
Contact :
Patrick Viot
03.81.58.09.12

Sauvons l'Amazonie !

Le Parlement brésilien est sur le point de voter une loi qui aboutira à réduire la forêt amazonienne de 50 %.

La surface totale concernée équivaut à la surface de l'Italie et servira à l'agriculture et à l'élevage. Tout le bois sera vendu sur le marché international par des compagnies multinationales.

La vérité est que le sol de l'Amazonie est inutilisable sans la forêt, pas assez riche sans les apports nutritifs de la forêt : sur ce point, une surface de plus de 160.000 km carrés a été détruite dans le même but et est en passe d'être déjà abandonnée en devenant un désert.

IL EST IMPOSSIBLE DE LAISSER UNE TELLE CHOSE SE REPRODUIRE

Rappelez vous que la forêt amazonienne joue un rôle prédominant dans l'effet de serre que le monde actuel subit et qui a beaucoup de conséquences néfastes : fonte des glaciers, hausse du niveau de la mer, perturbation de la vie marine, disparition de côtes et de grandes surfaces de terre, etc.

Michel LASSUS
Tél. 03 81 51 03 78
Fax: 03 81 80 52 40

Dernières décennies de la forêt brésilienne ? La forêt amazonienne du Brésil serait en train de rendre l'âme et pourrait même avoir complètement disparu d'ici 50 ans.

Si rien n'arrête l'exploitation de la forêt amazonienne du Brésil, cet immense espace vert pourrait disparaître d'ici 40 à 50 ans, près d'un demi-siècle plus tôt que prévu !

Lorsque les arbres sont moins nombreux, ils retiennent globalement moins d'eau. Cette sécheresse diminue à son tour les précipitations, ce qui déshydrate les arbres et menace la forêt pluviale.

Ce cercle vicieux, s'enclenche dès que la forêt aura perdu 20% de ses arbres, c'est-à-dire très bientôt. De fait, si l'exploitation reste la même, la sécheresse deviendrait irréversible d'ici 10 à 15 ans et la forêt pourrait disparaître dans un demi-siècle.

Ce sombre destin serait lié au chambardement de l'évapotranspiration ou, en d'autres mots, à l'échange d'eau entre la Terre et l'atmosphère. Normalement, la forêt conserve son humidité via l'eau qu'elle rejette vers l'atmosphère et la pluie que le ciel lui renvoie illico.

Avec moins d'arbres, la forêt retient moins d'eau. Une forêt sèche, en plus, est sujette aux feux, ce qui ne l'aide évidemment pas à garder son humidité!

Enfin, préserver quelques zones forestières n'y changera rien, puisque l'évapotranspiration est un phénomène global. Ces prédictions pessimistes sont loin d'être acceptées par tous, même si la plupart des chercheurs croient que la forêt amazonienne est bien en train de disparaître. En fait, dans les cercles scientifiques, la seule incertitude qui fait encore débat... est le moment où la forêt mourra.

Anick Perreault-Labelle
apl@cybersciences.com

Transports aériens

Depuis le début des années 50, dans le monde entier les Etats ont pris l'habitude de subventionner allégrement leurs compagnies aériennes au nom d'ailleurs des mêmes raisons qui les ont poussés à soutenir la fuite en avant dans le tout automobile : désenclavement, prestige national ...

Cette situation a abouti au suréquipement généralisé d'un mode de transport par ailleurs très polluant, énergivore et dangereux. Rien n'a été assez beau pour entretenir l'image de ces bijoux nationaux : outre le suréquipement, le personnel volant a souvent bénéficié d'avantages sociaux assez conséquents et les effectifs de ces compagnies se sont mis à enfler dans des proportions assez gigantesques... souvent d'ailleurs à l'abri de toute concurrence.

Avec les protestations des r-

verains des aéroports, les compagnies aériennes ont commencé à toucher du doigt les limites de ce système. Puis, lorsque la concurrence a commencé à tirer certains prix par le bas, les sureffectifs des mastodontes du transport aérien ont commencé à fondre de même que leur suréquipement en appareils...

Aujourd'hui, avec la crise provoquée par les attaques terroristes de Ben Laden, c'est tout ce système de compagnies aériennes monopolistiques, véritables Etats dans les Etats, qui est remis en cause. Comment doivent réagir les écologistes ? En soutenant le maintien de l'actionnariat public dans ces compagnies au nom de la nécessaire régulation du trafic aérien comme le souhaitent les Verts français ? En exigeant des plans sociaux financés en grande partie par les actionnaires privés de ces compagnies comme le souhaitent les Verts suisses pour Swissair ?

De toute façon, c'est un véritable débat politique car, d'une part, un soutien public à ces compagnies constitue une véritable entorse au Marché Unique et sera difficilement toléré par la Commission et, d'autre part, les sommes en jeu sont colossales. Ainsi le simple sauvetage (ponctuel) de Swissair se chiffre d'ores et déjà à près de 2 milliards de francs suisses !

Là encore, le MEI peut se démarquer des autres partis politiques en dénonçant ces soutiens abusifs. Que les Etats régulent mieux et plus la sécurité du transport aérien et laissent l'offre se diversifier par le biais de la concurrence, ou simplement disparaître, lorsque, par exemple, le train offre de meilleurs rapports qualité/prix. Notre système de transport à l'échelon européen a tout à y gagner, y compris les utilisateurs des avions.

Patrice Miran

Ile-de-France

A la demande de nombreux adhérents et sympathisants, le M.E.I Ile de France organisera à partir du mois de Janvier 2002, une série de réunions de réflexions sur les thèmes suivants :

- Pollution Eau Air
- Santé
- Antenne relais
- Social
- Education nationale
- Nucléaire
- OGM et alimentation

- Energie
- Déchets, tris sélectifs
- Espaces verts
- Agriculture (Production, Pollution)
- Ville
- Protection animale
- Autres :

Quels sont les thèmes qui vous intéressent ? (Cochez 3 cases maximum par ordre préférentiel de 1 à 3). Souhaiteriez-vous participer à (un) ou plusieurs groupes de réflexion ?

Si oui (le) ou lesquels :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Téléphone :

A renvoyer à :
M.E.I - BP 85
94420 LE PLESSIS TREVISE

Mensuel d'information du MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT

Prix du numéro : 7 F / 1,07 Euro - Abonnement 1 an : 80 F / 12,2 Euros
Réalisation, courrier et abonnements :
18, ruelle aux voeux 70150 PIN
Tél./ Fax 03 81 58 09 12 - site : www.mei-fr.org
Directeur de Publication : Alain Bertrand
Tél./ Fax 05 55 30 10 01 Email : alainbertrand@wanadoo.fr
Directeur technique : Patrick Viot
Tél./ Fax 03 81 58 09 12 Email : patrickviot@aol.com
Comité de rédaction : Dominique Bauduin, Serge Grass,
Michel Laval, Patrice Miran, Antoine Waechter
Email : mei.net@wanadoo.fr
Tirage 20.000 exemplaires sur **papier recyclé**
Imprimerie Franche-Comté Impression
CPPAP n°1200 P 11182 - ISSN 1277-6092
Dépôt légal n° 1696-696

Je souhaite :

- m'abonner à la Lettre des Ecologistes 3 mois "découverte" : gratuit 6 mois 40F-6,10 Euros 1an 80F-12,20 Euros (adhérent : 1 an 50F-7,62 Euros)
- Abonnement de soutien à la Lettre des Ecologistes 100F-15,24 Euros 200F-30,49 Euros Plus
- faire expédier gratuitement un exemplaire de la Lettre des Ecologistes à des personnes, associations ou médias de mon choix (merci de fournir une liste d'adresses sur une feuille séparée).
- adhérer au MEI 300F-45,73 Euros - dont 50% récupérables sur impôts (*) 150F-22,87 Euros si non-imposable
- soutenir le MEI par un don - 50% récupérables sur impôts (*)
- soutenir la campagne présidentielle par un don - 50% récupérables sur impôts (*)
- recevoir gratuitement la Charte et les Statuts du M.E.I
- connaître les coordonnées de l'animateur de mon département (*) pour lesquels je recevrai un reçu fiscal en fin d'année

Je souhaite recevoir :

- Lettre des Ecologistes n°54 (pour distribution) 10 25 50 100 plus gratuit
- Spéciale vache folle (pour distribution) 10 25 50 100 plus gratuit
- Dépliant A5 (pour distribution) 10 25 50 100 plus gratuit
- Biographie d'Antoine Waechter (pour distribution) 10 25 50 100 plus gratuit
- Affiche 10ex/30F-4,57 Euros 25ex/50F-7,62 Euros 50ex/70F-10,67 Euros 100ex/100F-15,24 Euros
- Autocollant 20ex/15F-2,29 Euros 100ex/60F-9,15 Euros
- Carte de vœux 5ex/20F-3,05 Euros 10ex/35F-5,34 Euros 25ex/75F-11,43 Euros 50ex/125F-19,06 Euros
- Les coulisses de la grande distribution (C. Jacquiou) _____ à 120F-18,29 Euros = _____
- L'exode urbain est-il pour demain ? (P. Gevaert) _____ à 60F-9,15 Euros = _____
- Usine incinération du Mans (H. Huberdeau et R. Humbert) _____ à 30F-4,57 Euros = _____
- Le Défi du XXIème siècle (E. Goldsmith) _____ à 80F-12,20 Euros = _____
- Conseils à gogo Un pamphlet contre l'élevage intensif, l'économie productiviste (J. Kergrist) _____ à 85F-12,96 Euros = _____
- Banderole 3m x 0,5 m _____ à 500F-76,22 Euros = _____

+ Participation aux frais de port : 10F-1,52 Euro = _____
Montant total du règlement = _____



Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Tél : _____

Email : _____

BON DE COMMANDE À RETOURNER AVEC LE RÈGLEMENT
À L'ORDRE DU MEI : 92, AVENUE DE L'AGRICULTURE
63100 - CLERMONT-FERRAND TÉL. 04.73.91.56.53